



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Chapitre 1: Agriculture et croissance économique

Louis Malassis

Citer ce document / Cite this document :

Malassis Louis. Chapitre 1: Agriculture et croissance économique. In: Économie rurale. N°79-80, 1969. pp. 19-32;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1969.2033>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1969_num_79_1_2033

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Chapitre 1

AGRICULTURE ET CROISSANCE ECONOMIQUE

par Louis MALASSIS *

L'objet de cette étude est de situer l'évolution de l'agriculture dans le contexte de la croissance économique globale au cours des dix dernières années, et plus particulièrement au cours de la période 1959-1966, période pour laquelle nous disposons pour la France de séries statistiques homogènes provenant des comptes de la nation.

Dans l'après-guerre, la croissance économique s'est accélérée en France, comme dans la plupart des nations industrielles et cette accélération a exercé des effets d'entraînement sur le développement de l'agriculture. La croissance globale s'étant effectuée à un taux supérieur à la croissance agricole, le déclin relatif de l'agriculture s'est poursuivi, mais ce déclin s'est accompagné d'une contribution à la croissance globale notamment par des transferts de ressources de l'agriculture vers les autres branches d'activités. Croissance agricole et transferts de ressources (notamment de travailleurs) se sont accom-

pagnés d'une augmentation de la productivité agricole (à prix constants) : cette augmentation a même été plus rapide dans l'agriculture que dans l'industrie. Les écarts de productivité et de revenus entre l'agriculture et les autres branches d'activité semblent persister néanmoins et contribuent à expliquer le « malaise agricole ».

Une économie en croissance rapide facilite la « modernisation de l'agriculture », mais de complexes et difficiles problèmes d'adaptation se trouvent posés : une société développée devrait être en mesure d'humaniser la croissance et, plus particulièrement, elle devrait être apte à aider l'agriculture à s'intégrer dans la société industrielle. Pour cela il faut de l'imagination, des institutions et des moyens ; la création d'institutions destinées à faciliter l'adaptation du monde rural, tardivement mises en place, ne témoigne pas encore de l'audace que nécessite l'ampleur des transformations en cours.

LA CROISSANCE FRANÇAISE AU SEIN DE L'ECONOMIE OCCIDENTALE

Pour situer la croissance française au sein de l'économie globale et tenter de dégager ses caractères originaux, nous avons utilisé les séries normalisées de l'O.C.D.E. et comparé les périodes 1950-1960 et 1960-1965. Nous avons fait figurer sur l'annexe I, les taux de croissance (variations annuelles moyennes en pourcentage pour chacune des périodes considérées) pour les principaux agrégats : le produit national brut (P.N.B.), les importations (J), les disponibilités totales ($Q = PNB + J$), la consommation (C) privée et publique, la formation brute de capital (F.B.C.) et les exportations (E). Les commentaires qui suivent sont suggérés essentiellement par les données de l'annexe I, auquel le lecteur pourra se reporter lorsqu'il l'estimera souhaitable ; quelques données complémentaires seront introduites lorsqu'elles apparaîtront nécessaires.

La croissance de l'économie française s'est effectuée au taux de 4,5 % au cours de la période 1950-1960 et de 5,1 % pendant les années 1960-1965 : inférieure à la moyenne de la C.E.E. au cours de la première période, elle est devenue supérieure au cours de la seconde ; elle a toujours été supérieure à la croissance moyenne des pays membres de l'O.C.D.E. L'examen de l'ensemble des données de l'annexe I montre que, pour la période 1950-1965, la France se situe entre des pays à croissance relativement lente (Etats-Unis, Royaume-Uni) et des pays à croissance relativement rapide (Japon, Allemagne, Italie...). A. Cotta estime qu'il est excessif de parler de « miracle français »... « La France a eu depuis la guerre une croissance honnête mais nettement moins rapide et, au surplus, plus fluctuante que celle de nombreux pays à commencer par ses principaux partenaires du Marché Commun » (1).

* Professeur d'économie rurale à l'E.N.S.A. de Rennes, directeur de la Station d'économie rurale (I.N.R.A.) de Rennes.

(1) Cf. COTTA, réf. bibliog. (1), p. 533.

Les références bibliographiques se trouvent en fin d'article.

Il n'en demeure pas moins que, étant donné le faible taux de croissance de l'économie française dans la période de 1913-1950, l'accélération de la croissance française apparaît beaucoup plus rapide que celle des principales nations industrielles. C'est ainsi que le rapport du taux de croissance de l'après-guerre à celui de la première moitié du XXe siècle est de l'ordre de 6 pour la France et de 2,2 pour les nations industrielles (2).

L. Stoleru (3) a effectué une analyse du taux de croissance français pour la période 1949-1963, analyse inspirée par le rapport Dénison et fondée sur l'estimation d'une fonction de type Cobb-Douglas. Au cours de cette période, la croissance française a été de 5,1 %, expliquée à raison de 2,5 % par la variation quantitative et qualitative des facteurs Travail et Capital, et à raison de 0,7 % seulement si l'on tient compte *exclusivement* des variations *quantitatives* de ces facteurs. L. Stoleru conclut : « la croissance française n'a pour ainsi dire pas été due à une augmentation en volume des moyens de

production, mais a été principalement le résultat d'une amélioration de la qualité de ces moyens, d'une meilleure organisation des structures productives, et plus généralement de la mise en œuvre de toutes les formes de progrès technique... » (4).

Ces conclusions sont confirmées par des comparaisons internationales. L'une des caractéristiques fondamentales de la croissance française de l'après-guerre est la *faible croissance de l'emploi*. Au cours de la période 1954-1962, la population française totale est passée de 42,78 millions à 46,32 mais la population active a peu varié (de 19,57 à 19,71), le coefficient d'activité de la population totale ayant diminué de 45,7 à 42,6. La France a eu la plus faible croissance de l'emploi des pays du Marché Commun et des grands pays industrialisés ; dès lors, le taux de croissance relativement élevé du P.N.B. ne pouvait être atteint que par une croissance relativement forte de la productivité du travail, comme le montre le tableau ci-dessous :

TABLEAU 1

Augmentation de l'emploi, de la production par personne employée et du P.N.B.
(variations moyennes annuelles en pourcentage)

PAYS	1955-1960			1960-1965		
	Emploi	Production par personne employée	P.N.B.	Emploi	Production par personne employée	P.N.B.
FRANCE	1	4,5	4,6	0,5	4,6	5,1
C.E.E.	0,9	4,2	5,3	0,7	4,2	4,9
O.C.D.E.						
(Japon exclu)	0,1	2,3	3,2	1,1	3,5	4,9

Source : OCDE (6), tableau V, p. 32.

L'orientation vers l'échange international est parfois regardée comme l'un des caractères fondamentaux de l'évolution récente de l'économie française (5) (Cotta) : l'annexe I montre en effet que les importations et les exportations françaises ont progressé plus vite que le P.N.B. Mais, l'examen de l'annexe I montre aussi que cette tendance n'est pas particulière à la France : d'autres pays ont connu une expansion de leur commerce extérieur beaucoup plus spectaculaire : le Japon, l'Allemagne, l'Italie. Les taux de croissance du commerce extérieur français sont proches de la moyenne des pays

de l'O.C.D.E. comme on peut le voir sur le tableau ci-dessous :

TABLEAU 2

Augmentation des importations et des exportations (aux prix de 1964) : pourcentages annuels d'augmentation.

Années	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	France	OCDE	France	OCDE
1950-60.	6,4	7,1	6,0	6,9
1960-65.	8,8	7,5	7,0	7,4

Source : annexe I.

L'annexe I permet encore d'envisager l'évolution des principaux postes de la *demande finale* : con-

(2) Cf. MADISON (5) p. 28.
(3) STOLERU (3) p. 292 à 312.
(4) Id p. 310.
(5) COTTA (1).

somation privée et publique et formation brute de capital fixe (F.B.C.F.). La consommation privée s'est élevée plus rapidement en France que dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., mais cependant moins vite qu'en Allemagne. La croissance de la consommation publique a été relativement lente en France par rapport à l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. La formation brute de capital fixe, relativement faible au cours de la période de 1950-1960 s'est nettement améliorée pendant les années 1960-1965 (une analyse plus précise nécessiterait de distinguer entre les investissements productifs et les investissements en logements et autres).

Les tendances générales des emplois du P.N.B. peuvent aussi se déduire des propensions moyennes à la consommation privée, à la dépense publique et à l'investissement. Le tableau ci-dessous montre une tendance à la réduction de la propension à

TABLEAU 3

Répartition de la dépense nationale brute en francs courants (en %)

	1949	1966
Consommation privée ..	68,1	63,9
Consommation publique.	11,4	13,3
Formation brute de capital fixe	20,5	22,8
	100,0	100,0

consommer et une augmentation à la dépense publique et à l'investissement.

Il n'en demeure pas moins que d'après les estimations de A. Madison (6), la France se trouve, en 1965, parmi les nations industrielles qui consacrent relativement le moins à l'investissement et à l'État. D'après cet auteur ces dépenses représentent 36,2 % du P.N.B. en France, contre 43,2 % en Allemagne Fédérale, 42 % aux Pays-Bas, 37,7 % en Italie, 37,4 % aux États-Unis.

L'accélération de la croissance économique s'est réalisée en France plus que dans les autres nations industrielles, dans un contexte inflationniste. L'indice général des prix, base 100 en 1949, s'est élevé de 5,5 % par an au cours de la période 1950-1965. Ce taux, supérieur à la croissance du P.N.B. a entraîné une dépréciation du franc sur les marchés extérieurs, notamment au cours de la période 1955-1960.

Les mécanismes de la croissance sont complexes ; les analystes du développement mettent l'accent sur le rôle des industries motrices, sur les propensions à investir et à innover (F. Perroux), sur le rôle du commerce international et le développement du secteur public (A. Cotta), sur l'évolution démographique (A. Sauvy), sur les différentes formes du progrès technique (J. Fourastié, L. Storelu), sur le rôle du plan français... Ces analyses sont en dehors de notre sujet : il nous suffisait de préciser quelques traits fondamentaux de la croissance pour nous permettre de situer l'agriculture dans le contexte global.

CROISSANCE ECONOMIQUE ET AGRICULTURE : LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE

Bien que la croissance de l'économie française ne constitue pas un phénomène particulier au sein des nations industrielles, une augmentation du P.N.B. de 5 % par an, sur une longue période, constitue un phénomène historique sans précédent, impliquant d'importants changements socio-économiques, affectant notamment la branche d'activité agricole. Les secteurs non agricoles exerçant des effets d'entraînement sur l'agriculture, il semble intéressant de détecter ces effets et de tenter de les apprécier. Le plus important nous semble être la création d'emplois non agricoles, création qui rend possible le transfert de travailleurs agricoles de l'agriculture vers les autres secteurs de l'économie. Mais les effets de la croissance globale se manifestent encore par la croissance de la demande alimentaire qui, combinée à une réduction de la population agricole, entraîne une croissance de la produc-

tivité du travail agricole, par le développement de la branche des industries agricoles et alimentaires qui intervient en amont et en aval de l'activité agricole, plus généralement par le développement des relations intersectorielles et les effets du « progrès incorporé », par le jeu du commerce international et aussi par la propagation et la diffusion d'idées qui, au stade de la maturité, tendent à généraliser à l'ensemble de l'économie les comportements, les structures et méthodes de la société industrielle.

Pour analyser les relations entre la croissance économique globale et l'évolution de l'agriculture, nous utiliserons plus particulièrement les séries extraites des comptes de la nation ou calculées à partir des données de base figurant dans ces comp-

(6) MADISON (4) p. 390.

tes. Ces séries sont rassemblées dans les annexes II et III (7).

Réduction de la population agricole

En rapport avec l'accélération de la croissance économique, les transferts sectoriels et géographiques de population ont été les plus importants que nous ayons connus. Le taux de diminution moyen annuel des actifs masculins agricoles est passé de 0,6 % par an au début du siècle à 1,03 % pour la période de 1921 à 1954 et 3,1 % pour les années 1954-1962. D'après les enquêtes de l'I.N.S.E.E. sur l'emploi (annexe II), la diminution de l'emploi agricole total semble se poursuivre au rythme d'environ 110.000 actifs par an (estimations provisoires) (7).

Pour l'ensemble des pays membres de l'O.C.D.E., la diminution de la population agricole active a été de 2 % par an au cours de la période 1950-1960, mais de fortes variations se sont produites d'un pays à l'autre. Des nations ayant atteint de hauts niveaux de développement, à faible pourcentage de population agricole (Allemagne, Belgique, Canada) ont eu cependant des taux de réduction très élevés, de l'ordre de 4 % par an, donc supérieurs à la moyenne française.

TABLEAU 4

Indices de l'emploi civil et de l'emploi dans l'agriculture, la sylviculture, la chasse et la pêche pendant la période 1950-1962 (1950 = 100) et proportion de main-d'œuvre agricole dans la main-d'œuvre totale.

	Indices de l'emploi en 1962 (1950 = 100)		Main-d'œuvre agricole en %	
	Total	Agricole	1950	1962
Allemagne ..	126,1	69	24,6	13,5
Belgique . . .	105,7	65,2	11,1	6,9
France	101,1	77,7	27	20,7
Italie	110,4	80,8	38,2	28,0
Pays-Bas ...	115,1	79,7	14,3	9,9
Etats-Unis ..	113,6	71,8	13,5	8,5
Canada . . .	124,9	65,8	22,9	12,1

Source : O.C.D.E. (7), tableau 6, p. 114.

(7) Nous remercions Mlle G. CLOEREC (Station d'Economie Rurale de Rennes) qui a calculé les séries originales figurant dans ces annexes. Les séries concernant la main-d'œuvre proviennent des enquêtes sur l'emploi [(9) p. 480], seules disponibles au moment de la rédaction de cet article. Les enquêtes fournissent des résultats incertains. Cl. Laurent présente une étude plus approfondie de l'évolution de l'emploi (chap. 13).

Par rapport aux principales nations industrielles, l'importance relative de la population agricole active demeure encore importante en France.

L'accélération des transferts d'actifs de l'agriculture vers les autres branches d'activité, a de nombreuses conséquences sur l'agriculture, le peuplement et l'aménagement de l'espace agricole.

La réduction de la population agricole entraîne notamment une croissance de la surface par unité de travail, une augmentation de la dimension moyenne des exploitations agricoles, une substitution de capital au travail; elle implique une croissance de la productivité du travail agricole.

Le rythme de diminution du nombre d'exploitations agricoles est beaucoup plus lent que celui de la population agricole. Il est lié à celui de la réduction du nombre d'exploitants qui a été de l'ordre de 1,7 % par an en France entre les deux recensements de la population de 1954 et de 1962 et aurait atteint 2,5 % ces dernières années (estimation provisoire).

La capitalisation croissante de l'agriculture et notamment l'augmentation de capital par unité de travail, constitue l'un des aspects les plus importants de l'évolution récente de l'agriculture. Les travaux de P. Rainelli apportent une importante contribution en vue d'une meilleure connaissance des relations entre production et capital agricole. D'après cet auteur les taux de croissance à prix constants du capital par personne active dans l'agriculture ont été respectivement de 5,4 % (sans la terre) et de 10,6 % (avec la terre) (8), taux supérieur à la croissance de la valeur ajoutée brute par actif agricole.

Cette évolution soulevant de difficiles problèmes de financement, est en relation avec un processus d'endettement croissant des agriculteurs, pose et surtout posera dans l'avenir, de graves problèmes de politique économique. Des investissements massifs appliqués à une production dont les prix relatifs ont tendance à décroître et une hausse rapide des prix de la terre ne peuvent pas aller sans dangers.

La population rurale qui représentait 60 % de la population française vers 1900 s'est réduite à 40 % en 1954 et à 30 % en 1962. Pour l'ensemble des communes rurales, la diminution de la population est d'autant plus forte que la proportion de la population vivant de l'agriculture dans la population totale est plus élevée : la diminution est de l'ordre de 9 % lorsque 80 % et plus de la population vit de l'agriculture, l'augmentation est de l'ordre de 6 % lorsque cette proportion est de 20 %. Cette tendance est liée à une autre, tout aussi importante ; la population diminue dans les communes de moins

(8) RAINELLI (11) p. 101.

de 1 000 habitants et augmente dans les autres. Le déclin de la population rurale, en relation avec la croissance économique globale, se trouve en quelque sorte accéléré par l'incapacité où se trouvent les petites communes d'assurer un minimum de bien-être économique et de vie socio-culturelle à leurs habitants et notamment aux jeunes (9).

Bien que les transferts sectoriels et géographiques affectent grandement la population agricole, il convient de mentionner cependant que l'accélération de la croissance économique implique des transferts sectoriels et géographiques pour les actifs de nombreuses branches d'activité. En France, au cours de la période 1959-1964, pour 25 branches d'activité observées par l'I.N.S.E.E., le pourcentage moyen de changement des actifs masculins est de 13,8 %, supérieur à celui de la branche agricole qui est de 11 %. Dans 14 branches sur 25, la proportion d'actifs ayant changé d'activité est plus élevée qu'en agriculture.

Les transferts sectoriels et géographiques constituent un coût important de la croissance économique. Le transfert des travailleurs agricoles entraîne des coûts de transfert proprement dit, des coûts de réorganisation des exploitations agricoles et des équipements, des coûts d'aménagement de l'espace rural et de conversion éventuelle d'usage (création de parcs nationaux). Le F.A.S.A.S.A., créé en vue de prendre en charge une partie des coûts des transferts suscités par la croissance et l'amélioration du bien-être économique général, constitue, dans le cadre de la politique de la croissance, une innovation majeure.

Croissance de la demande alimentaire

Dans les sociétés industrielles, le faible taux d'élasticité de la demande alimentaire par rapport au revenu, et la faible croissance démographique, entraînent une faible augmentation de la demande alimentaire interne (10). En France, au cours de la période 1959-1966, la consommation alimentaire par tête (aux prix de 1959) a augmenté de 1,5 % par an. Ce taux étant le plus faible des différentes catégories de biens de consommation, il en résulte un déclin relatif du coefficient budgétaire de l'alimentation au sein du budget des ménages ; ce coefficient est passé de 37,7 % en 1959 à 32,4 % en 1966 (annexe II).

La croissance globale s'accompagnant d'un déclin relatif de la consommation alimentaire entraîne un déclin relatif de l'agriculture, mais ce déclin relatif s'accompagne d'une croissance absolue de la consommation alimentaire (de 24,1 %) au cours de la période 1959-1966, d'une modifica-

tion de la structure de cette consommation obligeant l'agriculture à adapter sa production (conversions internes à la branche) et, d'autre part, la croissance de la consommation alimentaire liée au déclin de la population agricole, implique une croissance rapide de la productivité du travail agricole.

Au cours de la période considérée, le taux de croissance le plus élevé des consommations alimentaires concerne les viandes, volailles, œufs, poissons (plus de 3 % par personne et par an).

L'adaptation de la production de viande et l'élimination d'excédents liés à la structure des exploitations (production structurelle de lait) constituent les problèmes majeurs d'adaptation de l'appareil agricole de production à l'évolution de la structure de la consommation alimentaire.

La croissance de la consommation alimentaire (faible) combinée avec la diminution de la population agricole (forte) entraîne une croissance relativement élevée de la consommation alimentaire totale exprimée par actif agricole. Au cours de la période de 1959-1966 la consommation alimentaire par tête a augmenté de 13 %, mais le nombre de « personnes nourries » par actif agricole est passé de 10,7 à 15, soit une augmentation de 40 % ; les résultats combinés de ces deux tendances conduisent à une augmentation de la dépense alimentaire totale calculée par actif agricole de 57 % (annexe III). Mais cette approche a une signification limitée, étant donné que la dépense alimentaire ne bénéficie que partiellement aux agriculteurs. Si nous désignons par :

- C la consommation alimentaire,
- D les frais de distribution et de transformation,
- R les « recettes » des agriculteurs : $R = C - D$,
- A les achats courants aux autres branches d'activité,
- V la valeur ajoutée brute ($V = R - A$),

la répartition de la dépense alimentaire s'établit comme suit :

- 1) part revenant à l'agriculture :
 $V = C - (D + A)$
- 2) part ne revenant pas à l'agriculture :
 $(C - V) = (D + A)$

En relation avec le processus de croissance économique, les tendances caractéristiques de ces différentes grandeurs sont connues : les achats courants et les frais de distribution et de transformation augmentent et par conséquent la part relative revenant à l'agriculture dans la dépense alimentaire diminue. L'agriculture ne parvient à augmenter la valeur ajoutée brute par actif (qui conditionne le niveau du revenu agricole) qu'en raison de l'augmen-

(9) MALASSIS (12).

(10) OCDE (7) p. 63.

tation du nombre de personnes nourries par actif agricole (11).

Les statistiques disponibles ne permettent pas de calculer ces différentes grandeurs pour la période récente (elles devraient en outre être corrigées pour tenir compte du commerce international et de la part des produits agricoles destinés à d'autres usages que la consommation alimentaire, l'annexe III permet de dégager quelques-unes des tendances mentionnées ci-dessus.

Rôle croissant des industries agricoles et alimentaires

La consommation des ménages en produits des industries agricoles et alimentaires (branche 02) s'élève plus vite (Indice de volume 126,7 en 1966) que celle des produits de l'agriculture (indice 118,2). Plus généralement, la part des produits transformés dans le total des ressources de l'agriculture et de la sylviculture (importations comprises) aux prix d'utilisation (marges comprises) s'accroît sans cesse et elle est de l'ordre de 54 % en 1966 (annexe II).

Une fraction croissante des ressources agricoles sont transformées avant d'être consommées (industries d'aval) et l'agriculture achète des quantités croissantes de facteurs aux industries d'amont. En 1966, ces achats représentaient 32 % du total des consommations intermédiaires de l'agriculture et 9,5 % de la valeur ajoutée par cette branche.

L'activité agricole se trouve donc de plus en plus insérée entre les branches d'amont et d'aval des industries agricoles et alimentaires et, au cours de la période que nous envisageons, ces industries sont intervenues de plus en plus dans le processus agricole de production en substituant à des relations de marché, des relations quasi-contractuelles qui aboutissent, dans certains cas, à la constitution d'ensembles agro-industriels quasi-intégrés (encore peu nombreux).

(11) MALASSIS (14).

Les industries agricoles et alimentaires, par leurs relations d'aval et d'amont, tendent à accélérer la transformation des conditions de la production agricole, et leur emprise tend à être d'autant plus grande, qu'une part croissante de la production agricole est transformée, que ces industries ainsi que le commerce agricole tendent à se concentrer, que la consommation collective augmente.

Développement des relations intersectorielles et progrès incorporé

Le développement des relations entre l'agriculture et les autres branches d'activité ne se limite pas aux industries agricoles et alimentaires ; en 1966, 68 % des consommations intermédiaires provenaient d'autres branches, notamment de celle des produits chimiques et du caoutchouc (branche 10). Les consommations intermédiaires s'élèvent sans cesse, beaucoup plus rapidement que la production agricole totale et que la valeur ajoutée brute ; ces consommations représentaient 23,7 % de la production agricole totale en 1959 et 27,8 % en 1966 (Annexe II). D'autre part, le capital d'origine non agricole (constructions, équipement, machines) tend probablement à s'élever dans le total du capital agricole reproductible.

Etant donné ces tendances, l'industrie joue un rôle de plus en plus important dans le progrès agricole, notamment sous forme de *progrès incorporé* aux biens de production qu'elle fournit à l'agriculture.

Le développement du commerce international

L'échange international s'est développé au cours des dix dernières années, en France comme dans les autres pays industriels. Les exportations des produits de l'agriculture et de la sylviculture ont connu un développement important au cours de la période 1959-1966 : l'indice de volume (29,6) est le plus élevé des indices des différentes catégories d'exportation classée en 16 produits (12) ; les importa-

(12) INSEE (9) p. 439.

TABLEAU 5

Indices des exportations et importations en 1966 : indice de volume 1959 = 100

CATEGORIE	I M P O R T A T I O N S			E X P O R T A T I O N S		
	Total	Etrangers	POM	Total	Etrangers	POM
01. Produit de l'agriculture et de la sylviculture	116,5	208,8	75,3	292,6	349,6	110,7
02. Produit des ind. agric. et aliment.	165,8	243,6	110,5	173,4	286,1	67,0
TOTAL (16 prod.) ..	215,1	239,8	130,7	178,5	223,8	76,5

Source : INSEE (9), p. 438 à 448.

tions ont progressé à un rythme beaucoup plus lent (indice 116,5) ; de sorte que le déficit des échanges agricoles tend à s'amenuiser (28 millions de francs courants en 1966). Les exportations agricoles représentent cependant une part encore faible des ressources agricoles totales (environ 6 %) et des exportations totales (environ 8 %).

L'évolution a été relativement moins favorable pour les produits des industries agricoles et alimentaires ; or, une proportion croissante des produits agricoles étant transformée, la puissance de conquête des marchés extérieurs par cette branche a une grande importance pour le développement agricole.

Ce tableau montre la croissance particulièrement rapide de nos échanges avec l'étranger (Marché Commun) et un maintien, ou même une régression de nos échanges avec les pays d'Outre-Mer.

L'orientation de l'agriculture française vers le commerce international renverse une tendance presque séculaire et présente une importance majeure pour l'avenir.

Croissance et développement agricole

Au cours de la période 1959-1967 les taux de croissance moyens annuels (à prix constants) ont été de 4,1 % pour la production agricole totale et de 3,3 % pour la valeur ajoutée brute. Ces taux, jamais atteints dans le passé, sur une longue période expriment l'accélération de la croissance agricole. Le taux de croissance de la production animale a été supérieur à celui de la production végétale et la pro-

portion des produits animaux s'est accrue dans le produit total : de l'ordre de 58 % en 1959, elle atteint 63,5 % en 1966.

L'indice de la production agricole finale (moyenne 1952-1957 = 100) calculé par F.A.O., atteint 131 pour la France en 1964-1965 et 128 pour l'ensemble des pays de la C.E.E. : seuls les Pays-Bas ont eu un taux de croissance plus élevé (148).

La croissance économique globale accélérée, la réduction de la population agricole, la croissance de la consommation alimentaire et la modification de sa structure, le rôle des industries agricoles et alimentaires et plus généralement le développement des relations entre l'agriculture et l'industrie, l'orientation vers l'échange international... autant de facteurs « externes » qui ont contribué puissamment à la croissance de l'agriculture et à sa transformation.

A ces facteurs externes, il faut ajouter les facteurs internes, qui concernent le progrès agricole proprement dit lié au développement des investissements intellectuels sous leurs différentes formes : recherche, formation, propagation ; l'élévation du niveau d'aspiration et d'attente des agriculteurs etc...

Les années que nous venons de vivre peuvent être regardées comme marquant le début de la période d'industrialisation de l'agriculture, c'est-à-dire de celle au cours de laquelle les comportements, les méthodes et les structures caractéristiques de la société industrielle, vont *peu à peu* se généraliser à la branche agricole toute entière (13).

LE DECLIN RELATIF DE L'AGRICULTURE ET SA CONTRIBUTION A LA CROISSANCE GLOBALE

Déclin relatif de l'agriculture

Le taux de croissance de l'agriculture au cours de ces dernières années (de l'ordre de 3,5 % par an) est nettement plus faible que celui de la P.I.B. (de l'ordre de 5 %) le processus de déclin relatif de l'agriculture dans l'économie globale s'est donc poursuivi. La valeur ajoutée brute de l'agriculture qui représentait 10,5 % de la P.I.B. en 1959 n'en représente plus que 8,3 % en 1966.

Cette tendance est analogue à celle constatée dans les pays industrialisés. Cependant l'importance relative de l'agriculture dans l'économie française demeure encore plus grande que dans d'autres pays ;

TABLEAU 6

Importance relative de l'agriculture dans la P.I.B. au coût des facteurs dans quelques pays de l'OCDE en 1950 et 1965 (% du P.I.B. au coût des facteurs et aux prix de 1964).

	1950	1965
Allemagne (a)	8,8	4,4
France (a)	11,7	8,0
Italie	22,2	14,1
Belgique	7,9	6,2
Pays-Bas	10,1	7,0
Etats-Unis	7,1	3,3
Japon	26,0	12,0

(a) Au prix du marché.
Source : OCDE (6), tableau VII, p. 39.

(13) MALASSIS (15).

Le déclin relatif de l'agriculture s'explique par la réduction de la consommation alimentaire dans la consommation totale, par la substitution de produits industriels aux produits agricoles dans certains usages, par la substitution d'activités industrielles aux activités agricoles (développement des industries agricoles et alimentaires, augmentation des consommations intermédiaires).

Mais le déclin relatif concerne aussi la branche des industries agricoles et alimentaires : la valeur ajoutée par cette branche est passée de 7,3 % en 1959 à 6,4 % en 1966.

Au total, la branche de l'agriculture et de la sylviculture et celle des industries agricoles et alimentaires ne représentent plus que 14,7 % de la P.I.B. en 1966 contre 17,8 % en 1959 (An. II).

Contribution de l'agriculture à la croissance globale

L'agriculture contribue à la croissance globale et à la propriété générale, en adaptant l'offre de la production agricole à la croissance quantitative et qualitative de la demande alimentaire, en transférant des ressources sous forme de travailleurs et de capital, en élevant la productivité du travail agricole, en devenant cliente des autres branches d'activité au fur et à mesure que son revenu s'élève.

Les mouvements de capitaux entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie sont mal connus. Si, au début de la croissance, le transfert d'épargne de l'agriculture vers les autres branches d'activité constitue un aspect important du démarrage et du processus de croissance, ce flux peut s'annuler, ou même s'inverser dans les sociétés industrielles, lorsque l'agriculture est elle-même en cours d'industrialisation. Le coût du progrès technique, la capitalisation croissante de l'agriculture, la faiblesse relative du revenu des agriculteurs, l'élévation de leur niveau d'aspiration et d'attente etc... font que l'agriculture est à la recherche de capitaux disponibles et que son degré d'endettement va croissant (14).

Au cours de la période 1959-1966, les effectifs employés en agriculture ont diminué de 884 000 (enquête sur l'emploi) alors que ceux des branches non agricoles ont augmenté de 1 350 000 (15). Le rapport du déclin de l'emploi agricole sur la croissance de l'emploi non agricole est de 65 %. Mais ce rapport n'exprime pas la contribution de l'agriculture à la croissance globale, car la réduction de la population agricole active ne correspond pas exclusivement à des transferts professionnels, mais

aussi à des « prises de retraite » qui ne donnent pas lieu à remplacement.

Le transfert de travailleurs agricoles vers d'autres branches d'activité contribue à la croissance globale dans la mesure où le changement d'activité s'accompagne d'un gain de productivité.

La productivité moyenne du travail agricole est inférieure à la productivité du travail dans les branches d'activité non agricole. D'après A. Madison, l'écart est relativement faible en Belgique, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni etc... mais il est élevé dans d'autres pays, et notamment en France, où la productivité moyenne dans l'agriculture ne représenterait que 53,6 % de la productivité moyenne globale (16).

Etant donné l'importance des disparités et le volume des transferts de travailleurs agricoles, il en résulte des effets importants sur l'élévation de la productivité moyenne par personne employée dans la plupart des pays industriels. Pour la France, cette contribution est estimée à 15 % pour la période 1950-1965 (17).

Bien que les effectifs employés dans l'agriculture et la sylviculture aient diminué, les produits de cette branche d'activité ont augmenté : il en résulte donc une augmentation de la productivité du travail importante, obtenue en divisant la valeur ajoutée à prix constants par les effectifs employés dans la branche.

Les estimations de productivité effectuées ces dernières années par l'O.C.D.E. confirment la tendance selon laquelle, dans les sociétés industrielles, la productivité du travail s'élève plus vite dans l'agriculture que dans les autres branches de l'économie (18). En ce qui concerne la France, les travaux de L.A. Vincent sont bien connus (19) et il nous suffira d'en rappeler les résultats essentiels.

TABLEAU 7

Taux de croissance des productions et des productivités dans l'économie globale, agricole et non agricole (1949-1961).

	Ensemble	Activités non agricoles	Activités agricoles
Production	5	5,4	3,8
Facteurs de product. ..	1	2,2	— 0,3
Productivité globale ...	3,9	3,4	4,1
Productivité nette du travail	5,1	4,6	6,5

(16) MADISON (4) p. 394.

(17) OCDE (6) p. 35.

(18) OCDE (7) p. 43.

(19) VINCENT (2).

(14) DAUPHIN-MEUNIER (13).

(15) INSEE (9) p. 480. Cf. note (7).

La comparaison de 18 branches d'activité pour la période précitée montre que la croissance de la productivité a été plus élevée dans l'agriculture que

dans les autres branches, exceptions faites pour celle des pétroles, gaz naturel et divers et celle des minerais et métaux non ferreux (20).

CROISSANCE ET NIVEAUX DE VIE : LE MALAISE AGRICOLE DANS LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

L'agriculture améliore sans cesse la productivité de son travail et, au cours de ces dernières années, à un rythme supérieur à celui des autres activités. D'autre part, elle contribue à la prospérité générale par des transferts de ressources, notamment de travailleurs agricoles, vers les autres secteurs de l'économie. Les agriculteurs estiment qu'il devrait en résulter une amélioration de leur revenu et de leur niveau de vie et leur revendication fondamentale est la « parité ». Bien que cette notion soit imprécise, et comporte plusieurs aspects, elle pourrait exprimer la volonté des agriculteurs les plus dynamiques de s'insérer dans la société industrielle et de bénéficier des avantages qu'elle procure.

Les termes de l'échange

Jusqu'à maintenant nous avons considéré des flux à *prix constants*, nous allons maintenant prendre en considération les prix courants et l'évolution relative de ces prix.

De façon générale, dans les pays de l'O.C.D.E. (période 1950-1960), les prix des produits alimentaires payés par les consommateurs et ceux payés aux producteurs ont progressé moins que les autres prix (21) et les prix des produits nécessaires aux ex-

ploitations agricoles se sont élevés plus vite que ceux des produits agricoles. Il en résulte que, pour la période considérée, la croissance de la productivité du travail agricole, mesurée à prix constants, supérieure à celle du travail non agricole, est moins élevée à prix courants, et que la part de la valeur ajoutée brute par l'agriculture dans la PIB est plus faible à prix courants qu'à prix constants.

En ce qui concerne la France, pour la période récente, *les termes de l'échange*, mesurés par le rapport des indices des prix agricoles à la production (I.P.A.P.) à l'indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles et à celui des prix du détail (Paris - Province) semblent évoluer favorablement pour l'agriculture au cours des dernières années (notamment si l'on considère la base de 1955).

TABLEAU 9

Rapport des indices des prix agricoles à la production aux indices ci-dessous (moyennes 64, 65, 66).

	Base 100 en 1949	Base 100 en 1955
Prix des produits industriels nécessaires aux exploit. agric. (P.I.N. E.A.)	107,9	120,4
Prix de détail	85,2	103,9
Salaires agricoles	36,1	66,1

Source : Rapport (10), p. 16.

Le tableau fait apparaître une revalorisation d'ailleurs bien nécessaire, des salaires agricoles.

Evolution comparée du revenu agricole et non agricole

La commission des comptes de l'agriculture de la nation se livre à de telles comparaisons depuis quelques années : pour cela « on procède à un ajustement linéaire des résultats annuels établis par les comptes nationaux et se rapportant au revenu agricole, à celui des entrepreneurs individuels non

TABLEAU 8

Evolution à prix constants (1954) et courants

	Indice relatif du produit brut par personne employée (a)		P.A.B. en % du P.I.B. (1961-1962)	
	à prix constants	à prix courants	à prix constants	à prix courants
Allemagne . . .	114	105	6,1	5,5
Pays-Bas	116	103	10,5	9,4
France	131	100	9,5	9,0
États-Unis . . .	128	83	4,9	4,3
Italie	94	86	18,9	17,3

(a) Par rapport à l'indice des autres secteurs = 100 : période couverte 1950-1951 à 1960-1961.
Source : O.C.D.E. (6), p. 36 et 55.

(20) COTTA (1) p. 524.

(21) OCDE (7) p. 53.

agricoles » (22). Les résultats sont les suivants pour la période 1959-1966.

TABLEAU 10

**Evolution comparée de divers revenus
(taux moyen annuel entre 1959 et 1966)**

	Revenu global en francs courants	Revenu en francs courants	par tête en francs constants
. Branche « Agriculture	5,5	7,2	3,7
. Entreprises individuelles non agricoles . .	7,5	8,5	5,0
. Salaire des ouvriers agricoles	—	9,3	5,8
. Salaires des ouvriers non agricoles	—	8,8	5,3

Source : Rapport (10), p. 15.

Ces résultats ont été contestés : l'année 1959 est une mauvaise année de référence (mais la méthode utilisée élimine en grande partie cet inconvénient), la comparaison est faite avec les entreprises individuelles « non agricoles » qui sont, selon les termes des comptes de la nation « généralement de taille modeste et ont souvent un caractère familial ». Ils ne tiennent pas compte des transferts sociaux, ni des revenus extra-agricoles : or, l'enquête de 1963 sur les exploitations agricoles, a montré que 13 % des actifs familiaux exerçaient une activité à temps partiel et que la proportion des exploitants à temps partiel était très élevée dans les petites exploitations. Dans l'état actuel de nos informations les résultats peuvent en effet être contestés de plusieurs façons.

Il n'en reste pas moins que les diverses approches sont cohérentes dans leurs résultats ; le revenu moyen des ménages d'exploitants agricoles est assez nettement inférieur à celui des autres entrepreneurs individuels (autrement dit le revenu moyen des agriculteurs est le plus faible du secteur « artisanal » de l'économie) et les ménages des salariés agricoles sont sans doute les plus défavorisés dans l'ensemble des ménages. L'examen des structures des dépenses des ménages confirme cette situation (23). D'autre part, les exploitants agricoles doivent faire

des investissements importants pour « moderniser » leurs exploitations ; quelques enquêtes révèlent des propensions à investir tout à fait exceptionnelles, impliquant inévitablement une croissance relative faible de la consommation (24).

Au cours de la période envisagée (1959-1966) le résultat brut d'exploitation de la branche agriculture s'est amélioré, mais moins que celui des entreprises individuelles non agricoles ; par contre une légère revalorisation des salaires agricoles s'est manifestée.

Mais ces tendances moyennes expriment mal la diversité des situations : les revenus agricoles sont très dispersés selon la dimension des exploitations, leur orientation, le contexte régional etc... Le problème des bas revenus agricoles rejoint celui, plus général, des pauvres dans les sociétés industrielles riches.

Niveau et genre de vie s'expriment à la fois par des signes monétaires et des éléments non monétaires, en termes de sécurité, de démocratisation de l'enseignement, d'accession aux investissements collectifs, de loisirs organisés etc... Ils s'expriment donc en termes d'humanisation de la croissance et d'aménagement du territoire. Ici prennent toutes leurs importances les *institutions* qui ont pour objet principal d'orienter et d'adapter l'agriculture à la croissance économique globale : beaucoup de ces institutions sont nées où on été aménagées au cours de la période que nous envisageons (FORMA, SAFER, FASASA, IVD etc...). Il n'est pas certain cependant que ces institutions fassent encore preuve de l'audace nécessaire. Par exemple la hausse du prix de la terre et le processus d'endettement de l'agriculture appellent sans doute des sociétés foncières plus efficaces que les S.A.F.E.R.

Il est évident que le rythme de transformation de l'agriculture est directement lié au taux de croissance de l'économie globale. Un taux de croissance élevé implique une création d'emplois non agricoles, facilite la formation de l'épargne, accroît les ressources de l'Etat, permet de développer la démocratisation de l'enseignement, d'aider les adaptations de l'agriculture, de faciliter l'industrialisation des régions sous-développées etc... La solution des problèmes agricoles se trouve dans le contexte de l'économie globale et, étant donné la diversité régionale des situations, dans l'aménagement du territoire. L'insertion commencée des agriculteurs dans la société individuelle nécessitera pour être menée à bonne fin, un coût social important et une politique courageuse.

(22) Rapport (10) p. 15.

(23) SCEES (16).

(24) DAUPHIN-MEUNIER (13).

Bibliographie

- (1) COTTA (A.). — La croissance de l'économie française, 1945-1975. Analyse et prévision. — SEDEIS, p. 519 à 560.
- (2) VINCENT (A.). — La productivité française 1949-1961. Etudes et conjonctures, mars 1961. Mai 1962 — Septembre 1964.
- (3) STOLERU (L.). — L'équilibre et la croissance économiques. Dunod, 1967, 498 p.
- (4) MADISON (A.). — Production, emplois, productivité (niveaux comparés dans douze pays industrialisés). Analyse et prévision. juin 1968, p. 387 à 402.
- (5) MADISON (A.). — Economic growth in the West. 1964, 246 p.
- (6) O.C.D.E. — Croissance économique 1960-1970 (perspectives en milieu d'exercice). Paris, 1966, 133 p.
- (7) O.C.D.E. — Agriculture et croissance économique. Paris, 1965, 129 p.
- (8) I.N.S.E.E. — Les comptes de la nation 1949-1959. Etudes et conjonctures n° 12, décembre 1963, 155 p.
- (9) I.N.S.E.E. — Les comptes de la nation de l'année 1966. Etudes et conjonctures, n° 6, juin 1967, 518 p.
- (10) — Rapport sur la situation de l'agriculture en 1966. Ronéo, 50 p. et annexes.
- (11) RAINELLI (P.). — Les relations entre capital et production en agriculture. Ronéo, station d'Economie Rurale de Rennes.
- (12) MALASSIS (L.). — Développement économique et emploi agricole. Cahiers de l'I.S.E.A., janvier 1968.
- (13) DAUPHIN-MEUNIER (A.). — Le jeu de l'épargne et de l'investissement dans l'agriculture française. C.R. de l'Académie d'Agriculture de France, n° 2, 1968.
- (14) MALASSIS (L.) et BOURBON (M.). — Un modèle de développement agricole intégré. Ronéo, E.N.S.A. de Rennes.
- (15) MALASSIS (L.). — Industrialisation de l'agriculture. Economie Appliquée, n° 1, 1968, p. 93 à 121.
- (16) Service central des enquêtes et études statistiques. Données sommaires sur les ménages agricoles en France. Ronéo, février 1968.

ANNEXE I

**Augmentation du P.N.B. et de ses composantes au cours de la période de 1950-1960
et 1960-1965 (aux prix de 1964 ; pourcentage annuel d'augmentation)**

PAYS	1950-1960							1960-1965						
	PNB	J	Q	Cm	Cp	FBCF	E	PNB	J	Q	Cm	Cp	FBCF	E
France	4,5	6,4	4,7	4,5	3,6	4,1	6	5,1	8,8	5,6	5,5	3,2	8,6	7
Allemagne	7,8	17,2	8,8	7,4	5,5	10,0	16,9	4,8	10,5	5,8	5,4	6,6	7,2	6,5
Italie	5,7	12,0	6,3	4,6	4,4	9,9	14,1	5,1	9,3	5,7	5,7	5,0	1,5	12,7
Belgique	4,5	9,0	5,7	3,9	6,4	4,2	10,0	4,0	8,5	5,4	3,7	5,5	3,8	8,2
Pays-Bas	4,8	7,4	5,5	3,5	3,5	5,7	9,6	4,8	8,6	6,0	6,3	3,4	6,9	6,8
Etats-Unis	3,2	5,4	3,3	3,2	6,0	1,8	5,3	4,5	6,4	4,6	4,5	3,8	4,9	6,4
Royaume-Uni	2,7	4,3	3,0	2,5	1,7	5,3	2,4	3,3	2,8	3,2	2,8	2,8	6,1	3,7
Japon	8,9	15,4	9,4	8,0	3,2	14,4	10,8	9,6	13,1	10,0	7,9	7,3	12,1	15,7
O.C.D.E.	4,3	7,1	4,3	3,8	5,0	4,3	6,9	4,9	7,5	5,2	4,8	4,2	6,3	7,4

P.N.B. = Produit national brut
J = Importations
Q = Disponibilités
Cm = Consommation des ménages
Cp = Consommation publique
FBCF = Formation brute de capital fixe
E = Exportations

Source : O.C.D.E. (6), tableau I A, p. 110.

ANNEXE II

Agriculture et croissance économique

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	Indice 59 = 100
1. Effectifs employés dans l'agriculture et la sylviculture en milliers	4 174	4 029	3 884	3 745	3 625	3 512	3 404	3 290	79
2. id. en % de la population active intérieure occupée	22,2	21,4	20,7	19,8	18,8	17,9	17,3	16,7	
3. Consommation alimentaire en % de la consommation des ménages en F. courant)	37,7	36,8	35,9	35,2	34,2	33,4	32,9	32,4	
4. id. en % de la P.I.B. (en francs courants)	26,5	25,3	25,0	24,6	24,1	23,2	22,7	22,4	
5. Effectifs employés dans les I.A.A. (branche 02) pour 100 actifs agricoles (B. 01)	16,0	16,5	16,7	17	17,7	18,6	19,3	20,0	
6. Prod. des ind. agric. et alimentaire en % de la P.I.B. (francs courants)	7,3	6,8	6,8	6,7	6,6	6,7	6,6	6,4	
7. Product. agricole totale en millions de francs (prix 1959)	32 801	36 035	34 941	38 273	38 005	39 069	41 358	41 743	127
8. Consommat. intermédiaire en millions de F. (1959)	7 769	8 024	8 496	9 336	9 849	10 613	11 163	11 941	154
9. id. en % de la product. agricole (francs cour.)	23,7	22,3	24,1	23,7	24,5	26,5	26,8	27,8	
10. Valeur ajoutée brute (prix 1959) en millions de francs	25 034	28 011	26 445	28 937	28 156	28 456	30 195	29 802	119
11. id. en % de la production agricole totale (F courants)	76,3	77,7	75,9	76,3	75,5	73,5	73,2	72,2	
12. id. en % de la P.I.B. (prix courants)	10,5	10,8	9,9	10,3	9,7	8,7	8,7	8,3	

ANNEXE II
Agriculture et croissance économique (suite)

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	Indice 59 = 100
13. Prod. animale en % de la product. agricole totale. (prix courants) .	58,3	59	62,8	57,7	62,9	61,4	61,2	63,5	
14. Total des ressources aux prix d'utilisat. (1959) .. en millions de francs	47 675	51 590	51 020	55 877	55 241	57 345	60 210	60 492	126
15. Prod. agricole transfor- més (prix 1959)	24 056	26 183	27 135	28 163	28 481	29 114	30 588	31 270	129
16. id. en % des ressour- ces (prix courants) . . .	50,5	51,8	55	51,2	54,2	53,5	52,9	54,2	

Source : Les comptes de la nation (9).

ANNEXE III
Consommation alimentaire totale par habitant et par actif agricole

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	Indice 59 = 100
1. Production intérieure par habitant en F (prix 1959)	5 342	5 710	5 908	6 190	6 393	6 703	6 902	7 182	134,4
2. Consommat. des ména- ges par habitant (prix 1959) en francs	3 748	3 913	4 086	4 288	4 490	4 638	4 754	4 929	131,5
3. Alimentation par hab. (prix 1959) en F	1 414	1 453	1 481	1 511	1 524	1 545	1 566	1 593	113
4. Nombre d'habitants par actif agricole	10,7	11,2	11,7	12,4	13,1	13,7	14,3	15,0	140
5. Dépenses d'alimentation e x p r i m é s par actif agricole (4) × (3) = (5) en F (prix 1959) ..	15 153	16 292	17 419	18 795	20 031	21 227	22 448	23 862	157
6. Prod. de l'agriculture et de la sylviculture (va- leur ajoutée brute aux prix de 1959) par actif agricole en F.	5 997	6 952	6 808	7 727	7 767	8 102	8 870	9 058	151

Source : Les comptes de la nation (9). Le nombre d'habitants par actif agricole est obtenu en divisant la population totale intérieure [(9) p. 479] par les effectifs employés dans la branche 01 [(9) p. 480] ; compte tenu des incertitudes concernant les « enquêtes sur l'emploi » on retiendra plus particulièrement la tendance.